Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France Inter le 4 février 2013, notamment sur l'intervention militaire française au Mali et sur la situation en Syrie.

2013-02-04

Q - Vous n'avez pas caché votre émotion samedi à Tombouctou et Bamako, ce qui n'est pas très courant chez vous. Qu'avez-vous emporté de cette journée ?

R - Un souvenir extraordinaire parce que voir tout un peuple - c'était vraiment tout un peuple - dire : «merci la France, sans vous on n'existerait plus, on serait mort». Voir des personnes âgées et puis des enfants, beaucoup d'enfants, remercier la France, c'est quelque chose qui vous prend aux tripes.

Q - La France restera au Mali le temps qu'il faudra, a dit François Hollande, qu'il faudra pour quoi ?

R - Il a dit cela et il a ajouté : «mais nous n'avons pas vocation à rester durablement». Nous avons fixé trois buts, ils sont très précis : le premier but, c'est de bloquer les terroristes pour qu'ils ne descendent pas au Sud, et puis de les éradiquer ; le deuxième but, c'est de faire en sorte que l'intégrité territoriale du Mali soit restaurée ; et le troisième but, c'est que les résolutions internationales puissent s'appliquer.

C'est en voie de résolution, mais il faut bien faire attention au fait que, quand on parle du Mali, il y a toujours trois volets : le volet sécuritaire, qui a beaucoup progressé ; le volet politique, qui reste bien sûr à faire évoluer puisqu'il faut que le pays retrouve toute sa vitalité démocratique ; et puis il y a le volet du développement parce que c'est un pays très pauvre.

Nous agissons sur ces trois volets avec l'Europe, avec le reste du monde, mais il y a les trois volets à mener de front.

Q - Sur le plan militaire, quel est le sens des frappes aériennes qui ont été menées sur la région de Kidal ce week-end ? Il s'agit d'affaiblir les djihadistes avant une attaque au sol ?

R - Oui, il s'agit de détruire leurs bases arrière, leurs dépôts. Il faut bien comprendre qu'ils se sont réfugiés au Nord et au Nord-Est, mais évidemment ils ne peuvent rester là-bas

durablement que s'ils ont des moyens de ravitaillement. Donc l'armée, de manière très efficace, est en train de saper cela.

L'autre aspect, c'est que dans les villes que nous tenons, nous souhaitons être rapidement relayés par les forces africaines de la MISMA.

Q - Par exemple à Tombouctou, cela pourrait venir très vite, on parle d'un retrait dès demain !

R - Oui, cela peut venir très vite, on y travaille parce que nous n'avons pas vocation - je reviens sur ce que vous disiez à juste titre - à rester durablement.

Q - Confirmez-vous qu'un chef djihadiste, un responsable du mouvement Ansar Dine a été capturé hier ?

R - Je ne sais pas, j'ai entendu cette information ce matin. Nous avons un Conseil de défense à 8 heures et demie et nous ferons le point là-dessus, comme nous le faisons régulièrement presque chaque jour.

Q - Harlem Désir, le premier secrétaire du PS, demande une clarification politique du Qatar à l'égard des troupes terroristes. Avez-vous un doute Laurent Fabius sur le rôle du Qatar dans cette région ?

R - Non. Très fréquemment on nous interroge sur ce que fait le Qatar. Nous avons - c'est normal - demandé aux autorités qataries quelle était leur attitude. Ils ont répondu très clairement qu'il n'était pas question pour eux de soutenir les extrémistes.

Q - Ils ont critiqué l'intervention française par ailleurs.

R - Non, il y a eu une phrase du Premier ministre du Qatar, mais qui ensuite n'a pas été renouvelée. Je m'étais entretenu avec lui au téléphone et je lui avais expliqué les raisons pour lesquelles nous étions là-bas. Il m'a dit : «je comprends très bien». Depuis, il n'y a plus eu de telles prises de position.

D'autre part, nous avons demandé à nos services de faire le point et je dois dire, très objectivement, que les réponses que nous avons eues ne vont pas du tout dans le sens des accusations contre le Qatar. Voilà, c'est un constat.

Q - Donc ce sont des rumeurs ou des fausses informations ?

R - Oui.

Q - Et vous n'avez pas de doute !

R - Non, je n'ai pas de doute. Nous souhaitons bien sûr que tous ceux qui sont attachés à la démocratie, à la liberté, qui appuient la France puissent nous aider.

Q - Autre dossier brûlant, Laurent Fabius, la Syrie, avec ces premiers contacts ces derniers jours entre le chef de l'opposition syrienne et des représentants russes et iraniens. C'est le début d'un processus politique ?

R - Oui, je m'en réjouis. Si on veut lutter contre l'extrémisme en Syrie, il faut soutenir la Coalition nationale syrienne. Vous vous rappelez que la France a été le premier pays à la reconnaître comme le seul représentant légitime du peuple syrien. J'ai toujours plaidé avec François Hollande pour que les différentes puissances discutent avec ces gens qui sont des démocrates. Cela avait été refusé, maintenant cela semble être accepté. Mais on a encore un travail extrêmement dur à faire là-bas.

Je vous rappelle qu'on s'approche des 70.000 morts, c'est vraiment une abomination. Il y a des centaines de milliers de réfugiés. Je discutais avec mon homologue jordanien, vendredi dernier. Il me décrivait ce qui se passe : il faut imaginer ce que c'est dans le désert avec le froid, etc.

Il y a donc une action humanitaire à mener, on la mène. Il y a une action politique, vous y faites allusion, et pour cela il faut soutenir la Coalition. Le président de la Coalition a envisagé - c'est nouveau et c'est une bonne chose - qu'il puisse y avoir des discussions, non pas avec Bachar Al-Assad qui doit partir, mais avec certains éléments du régime. Je répète, si on veut lutter contre l'extrémisme, la désagrégation de la Syrie, il faut soutenir la Coalition.

Q - Donc M. Khatib a bien fait de prendre cette initiative, ce qui a permis de débloquer...

R - Oui...

Q - ...de faciliter un dialogue avec Moscou et Téhéran ?

R - Nous sommes vigilants. Nous avions noué un accord à Genève, ce qu'on appelle «l'accord de Genève», et nous essayons maintenant de lui donner plus de force. Vous savez, d'autre part, que François Hollande va bientôt à Moscou.

Q - Israël a mené un raid aérien sur la Syrie. Israël était dans son droit ?

R - Nous n'avons pas fait de commentaire et d'ailleurs personne n'en a fait. La justification qui a été donnée, c'est qu'il y avait des risques, des informations sur des livraisons d'armes en direction du Hezbollah.

Q - Il y a un Conseil européen jeudi et vendredi. Y a-t-il une chance - on en a parlé tout à l'heure sur l'antenne - de sauver l'aide alimentaire qui permet de nourrir les Européens les plus pauvres via les Restos du Coeur et d'autres associations ?

R - Nous allons agir dans cette direction. J'ai entendu votre reportage, très juste ; c'est une histoire de fou si je peux dire. Au départ, comme il y avait des excédents alimentaires, ces

excédents allaient aux Restaurants du Coeur et à toute une série d'associations. Et puis quand, il n'y a plus eu d'excédents alimentaires, alors la bureaucratie a dit «Bon écoutez ! Ce n'est plus possible», mais les gens continuent à avoir besoin de manger. Notre position est de dire : «débrouillez-vous comme vous voulez d'un point de vue administratif, mais il faut qu'on aide ces associations». Et certains pays s'y opposent, donc on va essayer de surmonter leur opposition.

Q - Et si cela ne se fait pas, la France serait amenée à compenser l'aide européenne manquante ?

R - Bien sûr. La France, du coup, devra compenser, mais ce ne serait pas quand même à l'honneur de l'Europe. L'Europe a besoin de montrer qu'elle a de la fibre humaine.

Q - Un journaliste français, Nadir Dendoune, est incarcéré en Irak depuis le 23 janvier. Êtes-vous intervenu sur ce dossier...

R - Oui.

Q - Auprès des autorités de Bagdad ?

R - Absolument. Et il y a plusieurs cas, il y a celui-là et il y en a d'autres dans d'autres pays. Souvent ce n'est pas très relevé par les médias, mais il y a tous les jours des interventions de ce type à faire.

Et puis il y a aussi un certain nombre de gens qui sont condamnés et détenus dans des prisons de tous les pays. Vous avez 2.200 Français qui sont détenus à l'étranger. La moitié d'entre eux est d'ailleurs condamnée pour des affaires de drogue. Il faut suivre ces cas et exercer la protection consulaire. C'est le rôle du ministère des affaires étrangères de le faire.

Q - C'est le cas aussi d'un autre prisonnier célèbre incarcéré, maintenant depuis plusieurs mois au Togo, et qui a de graves soucis de santé, Loïc Le Floch-Prigent, l'ancien président d'ELF.

R - Oui. J'espère qu'on va trouver une solution et je m'en occupe.

Q - Vous vous en occupez ?

R - Oui.

Q - Je reviens un instant au Mali avant de clore cet entretien. Certains témoignages recueillis par les envoyés spéciaux sur place au Mali, notamment celui de France Inter, ont fait état de témoins qui affirment avoir vu les otages français, des gens identifiés comme pouvant être les otages français. Avez-vous des informations là-dessus ?

R - Nous nous sommes donné une ligne de conduite qui est «détermination et discrétion». Il n'y a pas de jour, je dis bien il n'y a pas de jour qui se passe sans que le président de la République, le ministre de la défense et moi-même ne nous saisissions de cela. C'est cela la détermination, et puis il y a la discrétion. La discrétion, cela signifie que je n'en dirai pas plus.

Q - Merci Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, d'être venu au micro de France Inter ce matin. Donc vous nous quittez pour ?

R - Conseil de défense d'abord et ensuite travail dans la matinée, et déjeuner à l'Élysée avec Joe Biden, le vice-président américain.

Q - Merci de nous avoir donné l'essentiel de votre agenda de la journée.

R - Une partie.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 12 février 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187037-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f